

Nous invitons tous les collègues partageant le propos de ce texte à se lever pendant sa lecture

Madame l'inspectrice et Monsieur l'inspecteur,

Par la présente, nous souhaitons vous alerter sur la gravité de notre situation en tant que professeurs de mathématiques.

Cette année 2020 est précisément celle des mathématiques. Force est de constater que depuis la rentrée, les effectifs d'élèves, dans la voie générale, ayant choisi notre spécialité ont chuté par rapport à l'année précédente passant de 87,7% à 64 %. Cette situation risque de se dégrader encore car nous constatons que beaucoup d'élèves de première envisagent d'arrêter la spécialité. La raison la plus souvent invoquée est que le niveau est bien trop élevé. Cela n'a rien de surprenant, 4 heures par semaine sans dédoublement prévu et un programme ambitieux ne peuvent qu'entraîner découragement pour une proportion non négligeable d'élèves et une profonde frustration pour les enseignants qui doivent les accompagner. Est-ce ainsi que nous allons bâtir une école de la confiance et une réconciliation avec les mathématiques ?

De plus, les élèves de 1^{ère} technologique viennent également de passer leurs premières épreuves, les fameuses E3C dans des conditions indignes. Entre les retards et dysfonctionnements du ministère pour donner des informations fiables, son absence d'écoute envers les personnels qui alertaient sur les difficultés tant d'ordre organisationnelles qu'éthiques pour un examen national, nous demandons l'annulation de ces épreuves chronophages en énergie tant pour les élèves, les enseignants et les personnels d'administration et de les transformer en épreuves finales équitables.

La nouvelle architecture du baccalauréat ne permet pas aux élèves et à leurs familles d'envisager sereinement l'orientation. Nous le constatons avec leurs inquiétudes manifestées lors des récentes Portes Ouvertes dans nos établissements. On peut déjà supposer que les familles, ayant les moyens financiers, ont et auront recours, de plus en plus, aux cours particuliers pour rendre la spécialité Maths plus accessible. C'est une privatisation rampante de l'éducation.

L'option mathématiques complémentaires n'est financée que sur les marges de la Dotation Horaire Globale des établissements tout en mettant les disciplines en concurrence. Est-ce acceptable pour une orientation dans le supérieur, d'autant que c'est justement une option qui impose aux élèves d'ajouter trois heures à un emploi du temps déjà chargé ?

Pourquoi ne pas introduire deux heures de mathématiques dans le tronc commun avec un contenu adapté permettant d'améliorer la capacité du « nouveau lycée » à faire réussir plus d'élèves (ou alors deux spé une math appliquée et une math plus par exemple) et préparer leur insertion dans l'enseignement supérieur où les mathématiques sont encore indispensables ?

Aujourd'hui, les enseignants doivent faire face à une réforme des retraites qui aura des répercussions sur la définition et la rémunération de leur métier (malgré l'avis défavorable du Conseil d'Etat de lier les deux), mais aussi accompagner cette nouvelle réforme du baccalauréat à marche forcée et sans concertation.

Nous constatons une dégradation présente et avenir de notre métier :

- par une augmentation significative du nombre de classes et du nombre d'élèves par enseignant, et donc un alourdissement de la charge de travail : nombre de copies à corriger, conseils de classe. Ces conditions compromettent nos possibilités de construire une relation pédagogique de qualité avec nos classes et nos élèves.

Nous constatons une dégradation présente et avenir de notre métier :

- par une ambiance de classe moins favorable aux apprentissages due à des élèves plus stressés par leurs résultats et leur orientation via le dispositif Parcoursup.

Nous constatons une dégradation présente et avenir de notre métier :

- par un passage sans concertation au lycée 4.0. Une conception totalitaire qui nous pousse à abandonner des pratiques combinant le livre papier au numérique, au profit du 100% numérique ! Nos jeunes sont depuis le primaire, bercés de développement durable par l'institution et paradoxalement nos salles de classes deviennent des lieux avec un triste bilan écologique et aussi électromagnétique avec le Wi-Fi lorsque les outils informatiques peuplent les tables.

Nous constatons une dégradation présente et avenir de notre métier :

- par une absence d'empathie à notre égard, en nous imposant la correction des E3C sur ordinateur. C'est une fatigue visuelle inutile supplémentaire, un temps de correction qui s'allonge, un gaspillage d'argent public pour financer l'achat de ces machines à numériser et une consommation d'énergie électrique qui s'envole.

Nous constatons une dégradation présente et avenir de notre métier :

- par un recours de plus en plus fréquent aux contractuels en lieu et place de jeunes titulaires correctement payés et accompagnés.

La réforme, à marche forcée et sans réelle, du lycée et du baccalauréat, avec ses nouveaux programmes, nous empêche de remplir convenablement nos missions, ce qui génère inévitablement de la souffrance au travail.

Nous tenons donc ici, solennellement, à vous alerter sur cette souffrance au travail, qui touche non seulement les enseignants et personnels d'éducation, mais également les personnels administratifs impactés directement ou indirectement. Nous nous alarmons de ses effets néfastes sur les conditions d'étude de nos élèves. Nous tenons également à exprimer notre vive inquiétude face aux dérives d'un système qui nous semble en passe de ne plus pouvoir garantir l'équité nécessaire à un service public digne de ce nom.

Nous refusons que nos vies soient broyées, par un système, où l'humain devient quantité négligeable face à la superstition du tout numérique qui pourrait faire de « l'intelligence artificielle », le cheval de Troie de la déshumanisation de l'enseignement. Le rapport PISA 2015 indique même, que les pays qui réussissent le mieux en matière d'éducation, sont ceux qui ont le moins investi dans les nouvelles technologies de la communication.

Nous refusons, au nom de quelle stratégie du choc ou de quelle destruction créatrice, de subir le même sort managérial que les France Telecom (sous l'ère du PDG Lombard).

Nous continuerons à nous mobiliser collectivement pour de meilleurs programmes, de meilleures conditions de travail, de meilleures conditions d'enseignement pour les élèves, une école ambitieuse et bienveillante pour les lycéens.

Ce communiqué sera adressé à Mme la Rectrice, transmis pour information aux associations de parents d'élèves et à l'APMEP.

Collectif d'enseignants de Mathématiques.